

**Point de presse de la porte-parole -
Madagascar/Déplacement de M.
Jean-Baptiste Lemoyne - Syrie -
Royaume-Uni**
(Paris, 13 mars 2018)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

1 - Madagascar - Déplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne (13-14 mars 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend à Tananarive les 13 et 14 mars.

Il y rencontrera le président de la République, M. Hery Rajaonarimampianina, le Premier ministre, M. Olivier Mahafaly Solonandrasana, et le ministre des affaires étrangères, M. Henry Rabary-Njaka. Ces entretiens permettront de travailler à la mise en oeuvre des engagements communs pour renforcer notre partenariat pris lors des rencontres à Paris entre les deux chefs d'Etat en juin 2017 et entre les deux ministres des affaires étrangères le 2 mars dernier.

Depuis novembre 2016, Madagascar assure la présidence du sommet de la Francophonie jusqu'à la prochaine réunion prévue à Erevan en novembre prochain.

A l'occasion de son déplacement, M. Jean-Baptiste Lemoyne rencontrera la communauté française - qui compte près de 25.000 personnes - afin d'aborder les questions de sécurité et les perspectives économiques des entreprises françaises implantées à Madagascar.

2 - Syrie

Q -Les Etats-Unis ont déposé aux Nations unies une nouvelle résolution pour un cessez-le-feu immédiat en Syrie. Est-ce que la France va soutenir ses partenaires américains ?

R - Nous discutons avec nos partenaires du Conseil de sécurité, en particulier américains, de ce sujet.

La France a rappelé à plusieurs reprises son attachement à la mise en oeuvre rapide et entière de la résolution 2401, adoptée le 24 février à l'unanimité et qui exige une cessation immédiate des hostilités d'au moins trente jours, un accès humanitaire sûr, durable et sans entrave et des

évacuations médicales en Syrie.

La mise en oeuvre de ce texte relève de la responsabilité de toutes les parties. La France appelle les alliés du régime syrien à respecter sans délai leurs obligations internationales et à imposer au régime de Damas, qui opère avec leur soutien, la mise en oeuvre de la trêve humanitaire. La Russie, qui a voté en faveur de la résolution 2401, a une responsabilité particulière. Nous attendons d'elle qu'elle prenne des mesures réelles et concrètes pour que cessent immédiatement les bombardements indiscriminés et le siège contre les civils.

Q - La France a fait beaucoup de déclarations sur ce qui se passe dans la Ghouta orientale mais ne paraît pas aussi mobilisée sur la situation aux alentours d'Afrin. Quelle est votre analyse et est-ce que vous considérez que l'action turque est légitime ?

R - Nous nous sommes entretenus à plusieurs reprises ces derniers jours avec nos interlocuteurs turcs pour leur faire part de notre préoccupation.

La résolution 2401 du Conseil de sécurité - qui exige une cessation immédiate des hostilités et un accès humanitaire durable et sans entrave - s'applique à l'ensemble du territoire syrien et à toutes les parties. Elle doit être mise en oeuvre sans délai partout et par tous, pour éviter une escalade régionale ou ne pas porter préjudice à notre combat contre Daech.

Nous poursuivrons nos contacts avec la Turquie dans les prochains jours.

3 - Royaume-Uni

Q- Quelle est votre réaction suite aux déclarations de Theresa May selon lesquelles il était "hautement probable" que la Russie fût responsable de l'empoisonnement de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et de sa fille ? Cela peut-il remettre en cause le voyage du président en Russie ?

R- M. Jean-Yves Le Drian vient de s'entretenir avec son homologue britannique, M. Boris Johnson.

Il a exprimé la solidarité de la France à l'égard du Royaume-Uni, allié stratégique de tout premier plan de notre pays et dont nous partageons les valeurs, notamment l'Etat de droit.

La tentative d'assassinat de deux ressortissants russes le 4 mars à Salisbury avec l'utilisation d'un agent neurotoxique de qualité militaire constitue une attaque totalement inacceptable. Nous faisons pleine confiance à l'enquête britannique afin que les responsabilités soient établies rapidement.

La France a exprimé à de multiples reprises son refus de l'impunité de ceux qui recourent ou

développent des agents toxiques et a mis en place le 23 janvier un partenariat contre l'impunité de l'utilisation de telles armes./.